

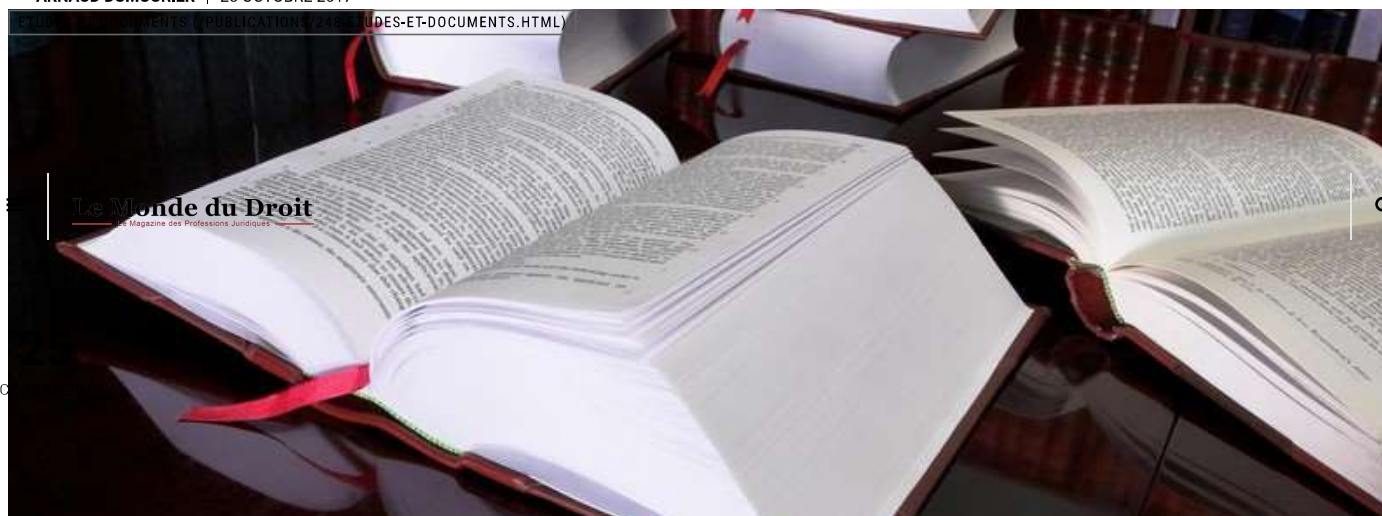


(http://openx2.mediamatis.com/www/delivery/ck.php?

oaparams=2_bannerid=342_zoneid=55_cb=4c680a5f3a_oadest=http%3A%2F%2Fwww.lepalmaresdesavocats.fr%2Fboutique-palmares-paris%2Fplace-palmares-des-avocats-paris-2-detail.html)

L'industrie du droit représente 31.1 milliards d'euros en France

ARNAUD DUMOURIER | 25 OCTOBRE 2017



Selon la dernière étude de l'Observatoire des acteurs économiques du droit, le marché du droit pèse plus de 31 milliards d'euros (31,1 milliards d'euros) en France contre 24 milliards en 2015.

L'observatoire des acteurs économiques du marché du droit, en collaboration l'Association française des juristes d'entreprise (AFJE), le Cercle Montesquieu et le cabinet EY Société d'Avocats, a dévoilé ses résultats. Ainsi, l'industrie du droit pèse désormais **31,1 milliards d'euros** et **431.820 emplois directs**.

La filière du droit est dynamique

Les emplois directs se décomposent de la façon suivante :

- **190.541 emplois dans le secteur dit concurrentiel** soit 44 % des emplois directs : juristes d'entreprise, des avocats, des CPI, des legaltechs, des éditeurs, des prestataires de service, des communicants et des experts-comptables.
- **73.643 professions relevant du tarif réglementé** soit 17 % des emplois directs : notaires, huissiers
- **147.188 emplois dans les ordres administratif et judiciaire** soit 34 % des emplois directs
- **7.481 autorités indépendantes** soit 1,7 % des emplois directs
- **12.967 enseignement** soit 3 % des emplois occupés

Dans ce secteur très dynamique, ce sont les avocats qui connaissent les variations les plus significatives avec **+ 5.257 emplois** devant les juristes d'entreprise (**+ 1.200**), les notaires (**+ 821**), les autorités administratives indépendantes (**+ 716**) et les legaltechs (**+ 466**) tandis que les CPI (**- 267**) et les enseignants (**- 165**) voient leurs effectifs diminuer.

La filière : cœur de métier et supports

190 541 secteur concurrentiel – 44%	Emplois directs	Supports
Avocats	65 480	87 400
Juristes d'entreprise	17 000	3 400
CPI	1 001	5 999
Notaires	10 421	50 000
Huissiers	3 294	8 846
Ordre judiciaire	10 324	20 616
Cour des comptes	246	479
Chambres régionales	335	764
Autorités indépendantes	7 481	?

► 12 967 postes d'enseignement pour 205 376 étudiants en droit

► dont M1M2 76 365 et Doctorants 6 749

Le directeur juridique renforce sa position dans l'entreprise

Les directeurs juridiques et fiscaux ont le vent en poupe avec une **croissance de leurs effectifs de 7 % depuis 2010**. Si les budgets sont en baisse, les équipes se musclent avec 3 à 5 personnes en moyennes. 50 % des directions juridiques travaillent avec des équipes de plus de 5 %. Alors qu'en 2010, on comptait 0,7 juristes pour les entreprises de 1000 salariés, on en dénombre 1 en 2017. Le **seuil de création d'une Direction juridique est à partir de 800 salariés** contre 1.000 en 2010. Les nouvelles contraintes législatives et réglementaires issues par exemple de la loi Sapin 2 sont également favorables aux directions juridiques et fiscales qui voient ainsi leur position se renforcer. « *Le droit n'est plus fait que par des juristes* », explique Stéphane Baller, auteur de l'étude et Associé au sein du cabinet EY Société d'Avocats. Ainsi, on assiste à une multiplication des fonctions dérivées du droit qui sont plus ou moins rattachées aux directions juridiques : compliance, risk management, audit interne, contract manager, DPO...

De leur côté, les avocats connaissent la progression la plus importante en termes d'effectifs avec une croissance de +40 % de 2006 à 2016. Les **avocats sont désormais 65.480** contre 51.758 en 2017. Paris, Lyon et les Hauts-de-Seine représentent la moitié des avocats. Ils ont un rôle à jouer notamment avec le digital mais aussi sur leurs business models puisque la plupart de leurs clients ont une perception d'un prix élevé du conseil (96 % des sondés selon une étude du CNB datant de 2016). A cela s'ajoute un enjeu au niveau de la formation pour s'approprier de nouvelles compétences en matière de project management, dans le domaine du numérique ou encore en marketing.

Malgré cette dynamique, il manque « *un choc culturel de la notion de filière droit* », observe Bruno Deffains, Professeur agrégé de sciences économiques à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas et directeur du Centre de recherche économie et droit. Stéphanie Fougou, Présidente de l'AFJE, compte sur le **Grenelle du droit qui aura lieu le 16 novembre 2017** pour fédérer les professionnels du droit et « *activer les changements* ».

Arnaud Dumourier (@adumourier (<https://twitter.com/adumourier>))

Suivre @adumourier (<https://twitter.com/adumourier>)

ARTICLE SUIVANT

ICO Charter : Publication de la première charte de bonnes pratiques pour les levées de fonds en cybermonnaies (/publications/248-etudes-et-documents/54220-ico-charter-publication-de-la-premiere-charte-de-bonnes-pratiques-pour-les-levées-de-fonds-en-cybermonnaies.html) ►

PUBLICATIONS

ETUDES ET DOCUMENTS (/PUBLICATIONS/248-ETUDES-ET-DOCUMENTS.HTML)

EN LIBRAIRIE (/PUBLICATIONS/261-EN-LIBRAIRIE.HTML)

MAGAZINE

DÉCRYPTAGES (/DECRYPTAGES.HTML)

INTERVIEWS (/INTERVIEWS.HTML)

ON EN PARLE (/ON-EN-PARLE.HTML)

[DEALS \(/DEALS.HTML\)](#)

[NOMINATIONS \(/NOMINATIONS.HTML\)](#)

[VIE DES CABINETS \(/VIE-DES-CABINETS.HTML\)](#)

[INSTITUTIONS \(/INSTITUTIONS.HTML\)](#)

[PROFESSIONS \(/PROFESSIONS.HTML\)](#)

[COMMUNICATION \(/COMMUNICATION.HTML\)](#)

[PUBLICATIONS \(/PUBLICATIONS.HTML\)](#)

[NOMINATIONS \(/LMB-BE/242-NOMINATION.HTML\)](#)

SAVE THE DATE

